



**HAL**  
open science

## Les réactions irakiennes à la crise syrienne

Hosham Dawod

► **To cite this version:**

| Hosham Dawod. Les réactions irakiennes à la crise syrienne. 2013. halshs-00869229

**HAL Id: halshs-00869229**

**<https://shs.hal.science/halshs-00869229>**

Preprint submitted on 2 Oct 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



fondation  
maison des  
sciences  
de l'homme

**Programmes  
scientifiques**

Programme  
Proche et  
Moyen-Orient

## **Les réactions irakiennes à la crise syrienne**

Hosham Dawod

N°47 | octobre 2013

Entre la renaissance sur son territoire de l'insurrection djihadiste de l'Etat islamique en Irak et en Syrie (branche d'al-Qaida), et le mouvement de contestation tribalo-religieux sunnite dans l'Ouest du pays, la situation politique de l'Irak demeure incertaine. La crise syrienne s'ajoute à ce contexte explosif pour exacerber ces difficultés.

**Working Papers Series**

# Les réactions irakiennes à la crise syrienne

Hosham Dawod

Septembre 2013

## L'auteur

Hosham Dawod est anthropologue au CNRS (LAIOS/IIAC), responsable de l'Antenne de l'Institut français du Proche-Orient en Irak (Ifpo) et directeur scientifique du programme Proche et Moyen-Orient à la Fondation Maison des sciences de l'homme. Ses travaux, traduits dans plusieurs langues, portent notamment sur tribus, ethnicité et pouvoirs.

## Le texte

À paraître dans *Pas de printemps pour la Syrie : acteurs et enjeux de la crise syrienne 2011-2013*, sous la direction de François Burgat et Bruno Paoli, Paris, La Découverte, octobre 2013.

## Citer ce document

Hosham Dawod, *Les réactions irakiennes à la crise syrienne*, FMSH-WP-2013-47, octobre 2013.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2013

Informations et soumission des textes :

[wpfmsm@msh-paris.fr](mailto:wpfmsh@msh-paris.fr)

Fondation Maison des sciences de l'homme  
190-196 avenue de France  
75013 Paris - France

<http://www.msh-paris.fr>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfmsm.hypotheses.org>

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

## Résumé

Entre la renaissance sur son territoire de l'insurrection djihadiste de l'Etat islamique en Irak et en Syrie (branche d'al-Qaïda), et le mouvement de contestation tribalo-religieux sunnite dans l'Ouest du pays, la situation politique de l'Irak demeure incertaine. La crise syrienne s'ajoute à ce contexte explosif pour exacerber ces difficultés.

## Mots-clefs

chiisme, sunnisme, djihadisme, Irak, Syrie, islamisme, al-Qaïda, terrorisme

## Iraqi reactions to the Syrian crisis

### Abstract

Uncertainty prevails in Iraq, as the regime is confronted with the reawakening of the «Islamist State of Iraq and Syria» (a jihadi insurgency linked to al-Qaëda) and has to address as well the Sunni tribal protests, active in the Western provinces. The Syrian crisis only adds to the challenge, and exacerbates an explosive situation.

### Keywords

shiism, sunnism, jihadism, Irak, Syria, islamism, al-Qaëda, terrorism

## Sommaire

<b>Sur la scène politique intérieure</b>	<b>4</b>
<b>La Syrie dans l'imaginaire irakien</b>	<b>4</b>
<b>Des répercussions géopolitiques possibles de la crise vues depuis Bagdad</b>	<b>5</b>
<b>La perception kurde des conséquences de la crise</b>	<b>7</b>
<b>Les lectures sunnites de la crise</b>	<b>7</b>
La constitution réactive d'un pôle régional sunnite	7
L'expansion syrienne d'al-Qaïda en Irak	8
L'enjeu de la question des réfugiés pour les sunnites	9
<b>Bibliographie sélective</b>	<b>11</b>

L'Irak, voisin oriental de la Syrie, subit de plein fouet les conséquences de la crise qui embrase le pays depuis mars 2011. Quelle qu'en soit l'issue, le pays n'en sortira pas indemne. Le legs de l'époque dictatoriale, l'invasion puis l'occupation de l'Irak entre 2003 et 2011, la guerre civile entre 2005 et 2007 (et menace de reprendre, tant la politique repose sur des lignes de fractures ethno-religieuses exacerbées), constituent autant de facteurs qui ont déjà eu raison de l'ancienne identité nationale bâtie de façon autoritaire. La Syrie, plus encore que l'Irak, propulsée par une extraordinaire déflagration régionale, stimule de façon croissante les ingérences étrangères.

## Sur la scène politique intérieure

Examinée de près, la réaction officielle irakienne à la crise syrienne apparaît comme définie à la hâte, voire contradictoire. Cette posture largement improvisée a ainsi pu passer, aux yeux des opposants syriens comme de nombreux pays de la région, pour de la complaisance envers le régime de Bachar al-Assad : l'insistance avec laquelle les autorités irakiennes ont appelé à trouver une solution politique, en revendiquant une position neutre dans le conflit, est en effet apparue comme un soutien implicite au régime. Les annonces sporadiques du gouvernement irakien évoquant un « despotisme du régime d'al-Assad qui nécessite de réelles réformes »<sup>1</sup> n'ont pas réussi à convaincre de la réalité de la neutralité affichée.

Cette position ambiguë reflétait en réalité les divisions profondes de la société irakienne : alors que les courants politiques chiïtes tendent en général à adopter des positions favorables au régime syrien, les sunnites, de même que certains Kurdes, soutiennent plutôt ce qu'ils reconnaissent comme la « Révolution syrienne ». Ce soutien n'est pas toujours limité à l'expression d'une opinion favorable à la cause des rebelles. Il a donné lieu à l'envoi de combattants et d'armes, comme ce fut le cas de la part de certains cheikhs de tribus d'al-Anbar et de Ninive<sup>2</sup>, ou, parfois, par l'envoi de fonds

voire l'ouverture de camps d'entraînement pour les combattants kurdes syriens<sup>3</sup>. Inversement, certaines milices chiïtes, telles les brigades d'Abu Fadhel al-Abbas, se sont engagées aux côtés du régime de Damas : de fait, la crise syrienne, bien au-delà des prises de position politique, a offert aux différentes factions irakiennes, en plus du champ de la guerre civile larvée dans leur pays, un nouveau terrain d'expression de leurs différences pouvant aller jusqu'à l'affrontement armé.

## La Syrie dans l'imaginaire irakien

Les représentations que les Irakiens se font de la Syrie sont multiples. Pour les plus aisés d'entre eux, la Syrie est le pays où ils ont passé leurs vacances estivales depuis leur plus jeune âge. Pour d'autres, elle constitue – et ce, depuis les années 1940 –, la destination de leur exil politique. C'est enfin le pays qui, à partir de 2003, a accueilli à bras ouverts de nombreuses vagues de réfugiés, particulièrement au plus fort de la guerre civile entre 2005 et 2007. La Syrie et l'Irak ont également été gouvernés pendant presque quarante ans par deux partis rivaux mais néanmoins réputés partager une idéologie baassiste identique. Les

---

irakienne. Shammar reste la plus importante de toutes : son territoire est immense. Il s'étend de Mossoul au nord de l'Irak, en passant par la partie nord-est de la Syrie, à l'Irak central, où la tribu y prend des colorations chiïtes (alors qu'elle est monochrome sunnite au nord et en Arabie Saoudite), et s'échoue aux portes de Riyad. D'ailleurs, la mère du roi d'Arabie, Abdullah Bin Saoud, est originaire de la branche Shammar en Syrie. Ainsi, il peut exister un lien de parenté lointain entre le nouveau chef des rebelles syriens, Mohammed 'Asi al-Jarba, et le roi d'Arabie ! Il est intéressant de signaler aussi que la branche syrienne de Shammar garde de bonnes relations aussi bien avec Paris que Riyad. C'est pourquoi, la nomination de ce nouveau chef des rebelles a été perçue comme une opération franco-saoudienne qui justifierait les bonnes relations entre Riyad et Paris. [Drôle de «coïncidence» : le premier Président post-Saddam Hussein, nommé sous l'occupation américaine en 2004, fut aussi un des dirigeants de la confédération tribale Shammar].

Ce rappel par le politique du facteur tribal ne doit pas être expliqué comme un retour mécanique vers le traditionalisme d'antan, mais plutôt comme l'extraordinaire vitalité de la tribu et son adaptation face aux profondes transformations de la société proche-orientale. Cependant, il serait aussi erroné d'affirmer que la tribu est une donnée a-historique qui se situerait hors-champ de la modernité et qui serait incapable de s'inscrire dans les dynamiques politiques contemporaines. Les parcours que nous avons retracés sont parlants. Les cas irakiens, syriens, et régionaux de manière plus générale, montrent définitivement le contraire.

3. Déclaration du président du KRG, Massoud Barzani, à la presse kurde, Erbil, juillet 2012.

1. L'abstention de Bagdad, en novembre 2011, lors du vote des deux rapports de la Ligue arabe, qui portaient respectivement sur la suspension de la Syrie et l'adoption de sanctions économiques et politiques à l'encontre de Damas, a contribué à accrédiéter, pour certains opposants syriens, la thèse du soutien irakien à Damas.

2. Plusieurs tribus importantes enjambent la frontière syro-



deux pays connaissent une très grande diversité ethno-confessionnelle. Tous deux ont été gouvernés par une minorité ethnique : le pouvoir des arabes sunnites à Bagdad a pris fin avec la chute de Saddam Hussein en 2003 ; celui des Alaouites en Syrie se bat pour sa survie.

Si la Syrie a accueilli massivement les réfugiés irakiens, elle a aussi laissé la porte (et la frontière) ouverte aux nombreux djihadistes qui, dans leur majorité, sont entrés en Irak en provenance de son territoire. Le djihadisme des années 2000 renvoie ainsi, dans l'esprit de nombreux chiïtes, à une animosité confessionnelle historique : la Syrie n'est point tant en effet une terre alaouite que, bien plus structurellement, la terre des Omeyyades, ceux qui, quatorze siècles auparavant, avaient osé s'opposer à l'imam Ali, quatrième calife, cousin et

gendre du Prophète, et, pire encore, étaient allés jusqu'à assassiner son fils, imam Hussein, dont le destin tragique à Kerbala a fondé la martyrologie chiïte. C'est ainsi qu'ils voient dans le conflit syrien contemporain une nouvelle phase de la guerre confessionnelle, entamée sous les Omeyyades et qui, d'Alep à Damas jusqu'aux portes de Bagdad, rallume aujourd'hui les querelles fratricides.

## Des répercussions géopolitiques possibles de la crise vues depuis Bagdad

En 2011, l'Irak comptait parmi les rares pays dont les dirigeants pensaient que le conflit syrien perdurerait pour se transformer en guerre civile affectant la région toute entière<sup>4</sup>. C'est cette réalité qui, de fait, a finalement prévalu : les mobilisations contre le régime se sont transformées en une guerre civile destructrice de plus de deux ans et demi<sup>5</sup>. La situation, vue de Bagdad, n'autorise aucun optimisme. Du fait d'abord de l'ampleur de l'implication d'acteurs régionaux et internationaux, les rebelles bénéficiant du soutien des pays du Golfe, de la Turquie, des États-Unis et de l'Europe, alors que le régime peut compter sur le soutien armé de la Russie, de l'Iran<sup>6</sup> et du Hezbollah libanais, ainsi que sur l'appui politique de la Chine et des démocraties émergentes. Du fait, ensuite, que les autorités irakiennes craignent pour leur survie politique, voire leur intégrité territoriale, crainte jouant également en faveur du régime syrien. Pour Bagdad, le maintien du gouvernement de Bachar al-Assad permettrait d'éviter qu'une force sunnite hostile ne se coalise de part et d'autre de la frontière. La fusion d'al-Qaïda en Irak et en Syrie a évidemment conforté cette crainte du gouvernement de Nouri al-Maliki.



4. Haider Said, *La crise syrienne et ses répercussions sur l'Iraq*, Le Centre irakien d'études stratégiques, Bagdad et Amman, septembre, 2012.

5. Hosham Dawod, *Quand le régime syrien tombera*, *Le Monde*, 12 juillet 2011.

6. Selon les services de renseignement américains, les Iraniens fournissent des armes légères, des conseillers et des formateurs, alors que la Russie fournit l'équipement lourd, *Hearing to receive testimony on the current and future worldwide threats to the national security of the United States*, US Senate, Committee on Armed Services, February 16, 2012, p. 23.





Pour le gouvernement irakien, il ne fait aucun doute que la rébellion est de plus en plus divisée<sup>7</sup> et que cet éclatement accroît le risque d'une dérive islamiste extrémiste, s'étendant du Liban à l'Irak. Ce risque englobe la menace de dissémination, voire d'usage des armes chimiques, qui contribue pour certains à plaider pour la sanctuarisation du régime syrien (Russie-Iran) ou, à l'inverse, pour le camp occidental, à y voir la justification d'une intervention extérieure ou d'une aide redoublée aux rebelles.

L'impact de la crise syrienne vue depuis Bagdad est donc triple : au niveau intérieur, la crise a des répercussions sur les relations avec la région autonome du Kurdistan ; au niveau régional, elle affecte en particulier les relations avec la Turquie, l'Iran et l'Arabie saoudite ; au plan international, c'est d'abord la relation avec les Etats-Unis qui est durement questionnée.

Le différend né du soutien de Damas aux réseaux d'insurgés et d'ex-baassistes irakiens dans les années 2000 explique que le Premier ministre, Nouri al-Maliki, ne se soit pas montré, dans un premier temps, un ardent défenseur du régime d'al-Assad<sup>8</sup>. Rapidement cependant, Maliki a

7. Selon le directeur du Renseignement national américain, James R. Clapper, il n'y aurait pas, en Syrie, de mouvement d'opposition unifié, mais une simple multitude de communautés autogérées de défense : « There is not a national movement even though there is a title of the Syrian National Council, but a lot of that is from external, exiles and the like. But there is not a unitary, connected opposition force. » *Hearing to receive testimony on the current and future worldwide threats ...opus cité*, p. 22.

8. Alors que, en 2008, Bachar al-Assad avait fait son retour

pris la mesure du risque de chaos et de contagion, pour passer d'une hostilité tous azimuts à une neutralité « de discours », avant d'adopter une position de « non-ingérence »<sup>9</sup>. La perspective de voir s'installer en Syrie un régime extrémiste sunnite est considérée, à Bagdad, comme le pire des scénarios, celui qui replongera l'Irak, à n'en pas douter, dans la guerre civile interconfessionnelle<sup>10</sup>.

dans la communauté internationale, comme interlocuteur fréquentable, le gouvernement de Maliki n'avait pourtant pas hésité, à contre-courant de la ligne occidentale de l'époque, à attaquer la Syrie devant le Conseil de Sécurité au motif présumé qu'elle aurait facilité – voire télécommandé – des opérations terroristes en Irak.

9. Hussein Sharestani, ministre du Pétrole, a résumé en ces termes la position de son gouvernement: « The government's position from the beginning has been to recognize the Syrian people's right to a democratic system of government with full protection of human rights; the need for a peaceful transition, including elections monitored by the United Nations; and the establishment of a democratic government via a constituent assembly, just as in Iraq. We communicated our position to Bashar al-Assad; our position was understood and accepted. Other countries – friends of Syria – communicated similar positions. Some regime elements realized that change was inevitable, and recognized the need for a peaceful transition. However, there are forces in the Middle East that don't want a peaceful transition and are financing and arming the opposition, encouraging it to use violent means to overthrow the regime without working toward a viable democracy. », *Déjà Vu All Over Again: Iraq's Escalating Political Crisis*, Crisis Group Middle East Report, n°126, 30 July 2012.

10. Ibidem. « Maliki's principal concern, he and his aides say, is (...that) a Sunni triumph in Syria would embolden their counterparts across the border. In Maliki's words, "(...) If Bashar is toppled and Salafis come to power, Iraq will face a sectarian war".

## La perception kurde des conséquences de la crise

La position des Kurdes d'Irak se trouve plutôt fragilisée par la crise syrienne. Le rapprochement opéré par Massoud Barzani vis-à-vis des factions kurdes syriennes du « Kurdistan occidental », qu'il a aidées économiquement<sup>11</sup> et tenté d'unifier en créant le Haut conseil kurde, constitue certes pour le Kurdistan d'Irak un atout dans sa relation avec la Turquie. Cependant, la faction kurde syrienne dominante, l'Union démocratique (PYD), proche du PKK, a préféré demeurer extérieure à la création par Barzani du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) et nouer des liens avec le parti de Jalal Talabani (Union Patriotique du Kurdistan d'Irak – UPKI), qui montre peu d'hostilité à l'encontre du régime d'al-Assad. Le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) d'Irak, allié de la Turquie, se trouve désormais dans l'incapacité de contrôler le PYD ; or, la possibilité d'un renforcement du PKK dans la zone transfrontalière syro-irakienne est de nature à fragiliser la relation stratégique entre le gouvernement régional kurde (KRG) et la Turquie. Cette relation ne repose certes pas uniquement sur la capacité du KRG à contrôler les incursions du PKK sur le territoire turc ; du point de vue d'Ankara, elle implique aussi une intégration économique (investissements, commerce, flux d'hydrocarbures) de la région kurde irakienne qui pourrait devenir un facteur de pacification de l'ensemble de la zone kurde. Cette politique turque d'investissements directs au Kurdistan, qui a jusqu'alors fait fi de l'aval du pouvoir central irakien comme des critiques de Washington<sup>12</sup>, a des conséquences négatives sur le fragile équilibre entre la province semi-autonome kurde et Bagdad. La tension liée à la crise syrienne pourrait en ce sens devenir un facteur de potentielle rupture entre Ankara et Bagdad et risquerait de rapprocher plus encore l'Irak avec son voisin iranien.

11. Isabel Coles, « Fuel, food aid draw Iraq, Syria Kurds closer », *Reuters*, 11 February 2013, <<http://www.reuters.com/article/2013/02/11/us-syria-kurds-aid-idUSBRE91A0IG20130211>>

12. La sous-secrétaire d'Etat, Victoria Nuland, en décembre 2012, a mis en garde la Turquie contre ses investissements dans le secteur pétrolier au Kurdistan sans passer par Bagdad : « The U.S. supports a constitutional solution to the dispute over the management of Iraq's hydrocarbon resources. We don't support oil exports from any part of Iraq without the appropriate approval of the Iraqi government. We also call on neighboring states to similarly avoid any action or comment that can contribute in any way to increasing tensions. », in « Turkey warned over oil », *Hurriyet*, 13 December 2012.

## Les lectures sunnites de la crise

Les conséquences de la crise syrienne pour les sunnites irakiens se déclinent en trois terrains majeurs. Le premier est la possibilité de constituer un bloc politique régional sunnite (néo-baassiste, nationaliste, islamiste) ; le deuxième est la montée du djihadisme sunnite, de type al-Qaïda et la recrudescence des attentats dans les grandes villes irakiennes ; le troisième concerne la question transversale des réfugiés syriens et irakiens, source potentielle d'exacerbation des conflits.

### La constitution réactive d'un pôle régional sunnite

La crise syrienne vient relancer des dynamiques sectaires inhérentes à la société irakienne avant même l'intervention américaine. Plus que jamais les membres des différents groupes chiïte, sunnite et kurde cherchent à affirmer leur place au niveau central. Il est vrai que malgré le poids de l'État baassiste de Saddam Hussein, ces divisions n'avaient en fait jamais disparu. Mais l'invasion américaine, en substituant à cet État et à ses institutions un système basé sur une approche culturaliste, les a très sensiblement accentuées. Pour Washington, les chiïtes constituant une majorité démographique devaient se voir confier le pouvoir, faute de quoi apparaîtrait une insurrection généralisée susceptible d'ouvrir la porte à une intervention de l'Iran. Dans un premier temps, les arabes sunnites, soutenus par la Syrie et les pays du Golfe, boycottent largement ce processus. Une partie d'entre eux tombe dans l'insurrection et le radicalisme, voire le djihadisme, intérieur et importé, à l'origine de la guerre civile de 2005, et plus encore 2006-2007. De leur côté, les chiïtes et les Kurdes continuent de bâtir leur pouvoir, occupant même la place laissée vacante par les sunnites. L'espace d'expression politique des arabes sunnites s'est ainsi rétréci *de facto* dans la société et au sein de l'État naissant et de ses institutions. Ainsi l'Irak a-t-il basculé, dans un mouvement de balancier, d'un ordre politique marginalisant les chiïtes et les Kurdes à un autre qui marginalise désormais les sunnites.

C'est dans ce contexte de contestation rampante des acteurs arabes sunnites (tribaux, religieux, politiques) que la crise syrienne surgit, à un moment où s'amorçait une amélioration dans les relations entre Damas et Bagdad. Sans aller jusqu'à expulser les opposants irakiens hostiles au



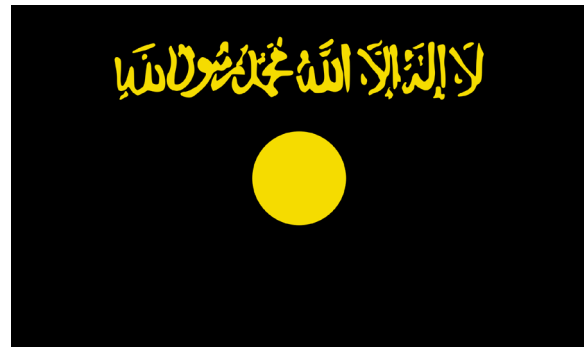
gouvernement de Nouri al-Maliki, le pouvoir de Bachar al-Assad, dès le début de l'insurrection, s'est trouvé contraint de s'ouvrir davantage à l'Irak pour, proportionnellement, compenser l'obligation dans laquelle il se trouvait de se détourner quelque peu de la Turquie. Dès le début du soulèvement, les sunnites irakiens ont opéré un retournement idéologique complet : au lieu de voir dans le pouvoir syrien un pôle du nationalisme arabe anti-impérialiste et anti-sioniste, ainsi que le revendique la terminologie nationalitaire, ils ont réduit du jour au lendemain le gouvernement de Bachar al-Assad à un pouvoir usurpateur, confessionnel et clanique. De ce fait, et objectivement, une *assabiyya* (solidarité de corps) s'est établie tout naturellement entre la population arabe sunnite d'Irak et les insurgés syriens au fur et à mesure que s'affirmait le sentiment anti-alaouïte, et par ricochet anti-chiïte. La grande tribu arabe sunnite qui se trouve des deux côtés de la frontière irako-syrienne a facilité ainsi, en 2011-2012, les flux d'hommes et d'armes de l'Irak vers la Syrie<sup>13</sup>. Ces transits se sont opérés d'autant plus facilement que le pouvoir autonome du Kurdistan d'Irak avait lui-même ouvert sa frontière avec la partie nord-est de la Syrie, accueillant réfugiés et combattants et ouvrant même, sous l'impulsion de la Turquie et de l'Occident, des camps d'entraînement pour les futurs combattants. Pour l'heure, si la crise syrienne a renforcé le mouvement protestataire sunnite, celui-ci est loin d'avoir pris la tournure violente et armée qu'il revêt désormais en Syrie. La plus grande partie de la contestation ne s'exprime pas sur un registre confessionnel ou ethnique. Elle s'efforce encore, sans succès à ce jour (août 2013) de rallier d'autres acteurs à travers le pays. Et elle se refuse à mettre en avant la moindre revendication séparatiste, ce qui la priverait du potentiel mobilisateur d'une posture nationale.

Cette hésitation dans le camp sunnite entre l'attachement à la posture nationale et la tentation du particularisme confessionnelo-local est le résultat de deux positionnements contradictoires. D'une part, les arabes sunnites du pays, qui se considèrent comme les bâtisseurs d'un État moderne, n'acceptent pas aisément de se trouver réduits au statut de minorité. D'autre part], cette faiblesse désormais structurelle les pousse à chercher hors de leurs frontières le soutien de puissances et de mouvements régionaux (pays du Golfe, Turquie

et partie insurgée de la Syrie). C'est en ce sens qu'ils tentent de mobiliser les forces politico-religieuses chiïtes opposées ou hostiles au Premier ministre, Nouri al-Maliki, telles que le mouvement sadriste, et jusqu'au maître de la *hawza* de Najaf, l'ayatollah Sistani.

## L'expansion syrienne d'al-Qaïda en Irak

Le conflit syrien a conduit à l'émergence de nouveaux acteurs armés transnationaux, comme au renforcement d'acteurs qui lui préexistaient mais dont le niveau d'activité avait diminué. Portés par un discours interne et externe, volontariste et violemment confessionnalisant, ces acteurs ont eu pour effet de métamorphoser les revendications initiales de la révolte. Les manifestations pacifiques de masse, dans le contexte de l'échec des oppositions syriennes réunies dans l'Armée syrienne libre, ont graduellement cédé la place à l'activité d'innombrables milices rebelles, qualifiées de « djihadistes » et dont certaines se réclament d'al-Qaïda. Malgré une littérature journalistique pléthorique, on mesure encore mal la place de ces organisations au sein des oppositions armées. Il est toutefois attesté que le noyau fondateur des groupes ayant revendiqué en 2013 une appartenance à al-Qaïda relevait de l'État islamique en Irak, une émanation de la fameuse nébuleuse djihadiste.



Quels que soient ses contours précis, l'entrée en scène des groupes armés transnationaux implantés en Irak a influé non seulement sur le déroulement de la crise syrienne – en renforçant militairement l'opposition et en l'affaiblissant sur le plan diplomatique – mais également sur le développement de ces groupes eux-mêmes. L'« État islamique d'Irak » avait été la première organisation armée irakienne à appeler, par la voix de son émir Abou Bakr al-Baghdadi, à « soutenir les *moudjahidin* » en Syrie. On apprend ensuite que le Front pour la victoire du peuple du Sham (Jabhat

13. Haider Said, *Ibid.*

al-Nosra) avait été créé et administré, dans sa première phase, par l'État islamique d'Irak<sup>14</sup>. Pour la première fois, nous voyons ainsi la branche irakienne d'al-Qaïda exporter son action hors du territoire irakien, ce qui a occasionné des changements importants en son sein<sup>15</sup>. L'État islamique d'Irak était en effet longtemps resté prisonnier de divisions internes, dues au parachutage et à l'enracinement de ses chefs étrangers au terroir irakien. Progressivement, sa vision et sa stratégie s'étaient rapprochées de celles de l'organisation mondiale d'al-Qaïda. La crise syrienne a éprouvé la solidité de ce rapprochement. La décision « unilatérale » de l'État islamique d'Irak de fusionner les branches irakienne et syrienne (Jabhat al-Nosra) d'al-Qaïda en un État islamique en Irak et au Levant a ainsi donné lieu à de profondes dissensions qui ont conduit à l'éclatement du mouvement en plusieurs groupes. Ces divisions n'ont toutefois rien changé à l'expansion spectaculaire de la branche irakienne d'al-Qaïda. En étendant sa capacité d'influence au-delà des frontières de l'Irak, celle-ci espère regagner en Irak l'influence un temps perdue auprès des sunnites, à l'heure où ces derniers manifestent leur colère contre « le pouvoir chiite de Bagdad », et, par réaction, soutiennent la « révolution sunnite » en Syrie.

De fait, la crise syrienne devient un vecteur vital pour cet acteur toujours important de la scène intérieure irakienne qu'est l'État islamique d'Irak. Elle lui permet de retrouver la confiance et les recrues perdues en 2008 lors de la contre-attaque des forces américaines alliées aux Conseils de *sabwa* (hommes des tribus recrutés par l'armée

américaine, sous la direction du Général David Petraeus)<sup>16</sup>. L'attaque de grande ampleur conduite avec succès fin juillet 2013 pour libérer plusieurs centaines de prisonniers de la prison d'Abou Ghraïb atteste du retour de cette capacité opérationnelle.

Fort de ce nouveau souffle, l'État islamique d'Irak a annoncé en juillet 2012 une nouvelle campagne, dénommée « Abattage des murs », qui doit lui permettre de reconquérir les régions sunnites dont il avait perdu le contrôle. Depuis cette date, l'Irak vit la période la plus sanglante des trois dernières années<sup>17</sup>. Toute intensification de l'activité d'al-Qaïda entraîne en effet en contrepartie une réactivation de certaines milices chiïtes, dont la grande majorité était entrée en sommeil en 2008 après les opérations des forces gouvernementales<sup>18</sup>.

### L'enjeu de la question des réfugiés pour les sunnites

La question des réfugiés syriens – essentiellement kurdes et minoritairement arabes sunnites –, mais également des réfugiés irakiens de retour de Syrie, s'ajoute aux sujets d'inquiétude des autorités irakiennes avec d'autant plus d'acuité qu'elle lui échappe largement.

Les réfugiés syriens en Irak dépasseraient largement les 200 000 individus (août 2013) : ils étaient, en février 2013, estimés à 96 270 selon l'UNHCR<sup>19</sup>. Leur grande majorité serait constituée de Kurdes passés de Syrie dans le Kurdistan

14. De nombreux chiffres et évaluations circulent quant au nombre réel ou supposé de combattants arabes et étrangers présents dans les rangs des djihadistes en Syrie. L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Lakhdar al-Brahimi, n'a pas hésité à avancer le nombre de 40 000 étrangers combattant aux côtés des insurgés syriens. D'autres sources évoquent le nombre de plusieurs milliers de combattants uniquement tunisiens. La plupart des observateurs que ces troupes seraient principalement constituées de ressortissants d'Afrique du Nord (Tunisie, Libye), du Yémen, d'Égypte, d'Irak, de Jordanie, du Liban, de Tchétchénie, et d'Europe de l'Ouest.

15. Après l'élimination des chefs d'al-Qaïda en Irak, le Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui en 2006, et l'Égyptien Abou Ayoub al-Masri en 2010, la direction djihadiste se territorialise avec Abu Omer al-Baghdadi (2010) sans rejeter toutefois le flot des combattants étrangers. Depuis 2011, tous les regards se tournent vers la Syrie, au point qu'une bonne partie de l'Armée islamique d'Irak, avec sa direction s'est installée dans la province orientale de la Syrie, non loin du triangle sunnite irakien.

16. Hosham Dawod, Tribus et armée américaine en Irak, *Le Journal de l'École de Paris du management*, n° 88, 2011.

17. Dans ce contexte, la scène irakienne pourrait voir apparaître de nouvelles organisations armées autres qu'al-Qaïda. Au printemps 2013 courait le bruit de la création d'une Armée irakienne libre en référence à son homologue syrienne.

18. Il s'agit de *Asa'ib ahl al-Haq* ; le *Hezbollah* irakien ; *Jeish al-Moukhtar*. Le premier groupe, *Asa'ib ahl al-Haq*, est une organisation dissidente de l'*Armée d'al-Mahdi* (les milices sadristes), dirigée par un jeune cheikh, Qaïs al-Khaz'ali (31 ans). Selon certaines sources cette organisation compte quelques 4000 à 5000 adhérents armés, fortement entraîné militairement, et serait soutenue financièrement par l'Iran. Pour les Iraniens, le *Asa'ib* présente un essai de projection en Irak d'un modèle-type de *Hezbollah* libanais. Il y a, d'ailleurs, une autre organisation en Irak qui porte le nom justement de *Hezbollah*, et qui compte 2000 à 3000 adhérents, mais aucun lien organique ne lie ces deux groupes. En revanche, *Jeish al-Moukhtar* constitue l'aile armée de *Hezbollah* irakien.

19. Site de l'UNHCR, février 2013, < <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php> >

irakien (45 000 dans le seul camp de Dormiz)<sup>20</sup>. Bagdad n'a quasiment pas de contrôle sur la gestion de ce flux inter-kurdes, et s'inquiète d'autant plus de ses conséquences sécuritaires que le gouvernement régional kurde a ouvert des camps d'entraînement destinés aux rebelles syriens. Alors que la fragile « neutralité » de Bagdad se traduit surtout par le refus d'armer les parties au conflit, le KRG tente pour sa part d'unifier politiquement les Kurdes syriens. Si l'enjeu est avant tout syrien, il est également régional, l'objectif étant de consolider plus globalement le poids des Kurdes à l'échelle du Proche-Orient. Bagdad redoute qu'en cas d'enlisement du conflit, Erbil en vienne à utiliser la masse de ces réfugiés à des fins politiques internes, en leur permettant de s'installer définitivement au Kurdistan, voire dans les zones aujourd'hui disputées avec le pouvoir central.

Le cas des réfugiés syriens non kurdes est également source d'inquiétude pour Bagdad. Prétendant la possibilité d'infiltration de rebelles venant de Syrie (djihadistes, ex-bassistes), le gouvernement a, dans un premier temps, fermé sa frontière et refusé d'accueillir tout réfugié syrien, avant de céder sous la double pression des acteurs internationaux et locaux, en particulier des tribus d'al-Anbar, seule province irakienne non kurde à avoir accueilli quelque 20 000 réfugiés. Depuis septembre 2012, un quota contrôlé (les jeunes hommes étant toujours refoulés) de réfugiés syriens a pu franchir les frontières<sup>21</sup>. Ceux-ci ont été regroupés dans des camps improvisés. Selon un schéma appliqué par la Jordanie, ils sont empêchés de circuler librement sur le territoire national<sup>22</sup>.

Hormis ces réfugiés syriens, l'Irak connaît un autre mouvement de population résultant du retour de ses propres réfugiés un temps installés en Syrie. L'UNHCR estime leur nombre à 50 000, leur transport ayant été pris en charge

par les instances officielles irakiennes (ministère du Transport et ambassade d'Irak en Syrie). La quasi-totalité de ces réfugiés est constituée chiites craignant que des violences inter-confessionnelles n'accompagnent une avancée des rebelles dans les zones chiites, notamment à Sayyeda Zeinab, dans la banlieue de Damas, où ils étaient en majorité installés. Ce chiffre est extrêmement faible en comparaison des centaines de milliers d'Irakiens ayant fui la guerre civile en 2006-2007<sup>23</sup>. Selon l'UNHCR, qui s'en remet aux données gouvernementales syriennes, il resterait, en 2013, 480 000 réfugiés irakiens en Syrie (dont 51 000 enregistrés auprès de l'UNHCR)<sup>24</sup>. Il se peut qu'une partie importante d'entre eux ait choisi de résider dans un pays tiers (Turquie, Liban, Jordanie, Egypte, ...) et qu'une autre partie soit rentrée en Irak par d'autres biais que celui des facilitations mises en place par les autorités irakiennes.

En l'espace d'un an, cette gestion du dossier des réfugiés aura contribué à « améliorer » l'image de l'Irak, en particulier dans le contexte de l'annonce par la Turquie, la Jordanie et le Liban de leur incapacité à accueillir davantage de réfugiés syriens. Ce dossier pourrait ainsi permettre au gouvernement irakien d'effacer la représentation négative dont il était l'objet auprès d'une importante partie de la population syrienne en raison de ce qui était considéré comme sa passivité, voire sa complicité avec le régime de Bachar al-Assad. L'accueil d'un nombre plus substantiel encore de réfugiés syriens est donc l'un des facteurs qui conditionnera la nature des relations qu'entretiendra l'Irak avec le régime qui pourrait succéder à celui d'al-Assad.

Entre la renaissance sur son territoire de l'insurrection djihadiste de l'État islamique d'Irak et le mouvement de contestation tribalo-religieux sunnite dans l'ouest du pays qui tente de mobiliser l'opposition sur des bases plus larges que confessionnelles, la situation politique de l'Irak demeure incertaine. La crise syrienne s'ajoute à ce contexte explosif pour exacerber ces difficultés.

Avec ou sans intervention occidentale directe en Syrie, la recherche d'une solution politique

20. 45,000 Syrian refugees housed at Domiz Refugee Camp in Iraq, *AlertNet*, 11 February 2013, <<http://www.trust.org/alertnet/news/45000-syrian-refugees-housed-at-domiz-refugee-camp-in-iraq>>.

21. Iraq reopens border to Syria refugees, excludes young men, *Reuters News*, 18 September 2012, <<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refdaily?pass=463ef21123&cid=50595a375>>

22. Duraid Adnan, "Syrian Refugees Are Stung by a Hostile Reception in Iraq", *New York Times*, 29 July 2012, <<http://www.nytimes.com/2012/07/30/world/middleeast/syrian-refugees-stung-by-hostile-reception-in-iraq.html?pagewanted=all&r=0>>

23. Yahya Al-Kubaisi, « Réfugiés et gouvernement... obligation ou générosité ? », *al-Aleem*, Bagdad, 27 juin 2010. Voir du même auteur, « Les réfugiés irakiens... des chiffres entre crédibilité et désinformation », *al-Sabbah*, Bagdad, 29 mars 2009.

24. UNHCR, <<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e486a76&submit=GO>>

négociée au conflit apparaît (août 2013) comme l'option susceptible de faire retomber les tensions dans toute la région. Mais la guerre civile en Syrie va sans doute perdurer sous une forme ou une autre. Le gouvernement irakien, quelle que soit la coalition qui le dirige, devra donc faire preuve de la plus extrême vigilance, dans ses frontières comme au-delà.

*Erbil, Kurdistan d'Irak, le 8 août 2013*

## Bibliographie sélective

### Ouvrages

- A Group of Researchers, *The Arabs and Turkey : Challenge of the present and reckonings of the future*, Beirut, 2012, (ouvrage en arabe). Voir particulièrement chapitres : 3, 16.
- Sahib al-RUBEAI, *Despotism and the oppressed people*, Safahat for studies and Publishing, Damascus, 2007 (en arabe).
- Fabrice BALANCHE, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Karthala, Paris, 2006,
- Jean-Paul BURDY et Jean MARCOU, Le cheminement complexe des nouvelles relations turco-arabes, in, *Hérodote*, n° 148, année 2013, pp : 8-23.
- Baudouin DUPRET, Zuhair GHAZZAL, Youssef COURBAGE et Mohammed AL-DHIYAT, *La Syrie au présent : reflets d'une société*, Sindbad - Actes sud, Paris, 2007.
- Jean-Pierre FILIU, *La révolution arabe, Dix leçons sur le soulèvement démocratique*, Fayard, Paris, 2011.
- Burhan GHAILIOUN, Géopolitique et démocratisation, in, Nawaf SALAM (sous-direction), *Le Moyen-Orient à l'épreuve de l'Irak*, Actes Sud-Sinbad, 2004.
- Steven HEYDMANN, *Authoritarianism in Syria, intuitions and social conflict 1940-1970*, Arabic Edition, Riad El-Rayyes Books S.A.R.I., Beirut, 2011.
- Mélanie de GROOF, Armer les rebelles syriens ? Une action en principe illégale! *Note du GRIP*, 20 juillet 2013, Bruxelles,
- Thierry KELLNER, Mohammed-Reza DJALILI, *L'Iran et la Turquie face au printemps arabe : vers une nouvelle rivalité stratégique au Moyen-Orient ?* GRIP et LiBook, Bruxelles, 2012,
- Samir KHALAF & Roseanne Saad KHALAF, *Arab youth, social mobilisation in times of risk*, Saqi, London and Beirut, 2011.
- Fred H. LAWSON (Ed by), *Demystifying Syria*, SOAS Middle East Issues, Saqi, London and Beirut, 2009.
- David LESCH, *Syria : the fall of the house of Assad*, NY, Yale University Press, 2012,
- Jonathan MASTER, *l-Qaeda in Iraq (a. k. a. Islamic state in Iraq and Greater Syria)*, NY, Council on Foreign Relations, 25 July 2013.
- Rebi'NEMIR, Zaki MA'SHI et Khalid ABOU ISMAÏL, *La crise syrienne : racines et conséquences économiques et sociales*, Rapport du l'Institut syrien pour la recherche en politiques, Association syrienne de la culture et de la connaissance, Damas, 2013 (rapport de 84 pages en arabe),
- Marty OLIVIER et Kervan LOÏC, *Pour comprendre la crise syrienne : éclairages sur un printemps qui dure*, L'Harmattan, Paris, 2013.
- Roger OWEN, *The rise and fall of Arab Presidents for life*, Harvard University Press, Cambridge M. A., 2012,
- Marwan QABALANI, L'opposition armée syrienne : Objectif claire et absence de vision, revue *Siyasat Arabia*, Doha, n° 2, 2013, pp : 41-60 (article en arabe),
- Volker PERTHES, *The political economy of Syria under Al-Asad*, Arabic Edition, Riad El-Rayyes Books S.A.R.I., Beirut, 2012.
- Nir ROSEN, *Aftermath, Following the bloodshed of America's wars in the muslim world*, Nation Books, New York, 2010.
- Samir & ROSEANNE Saad KHALAF (Ed by), *Arab society and culture*, Saqi, London and Beirut, 2009.
- Benjamin STORA, *Le 89 Arabes, Dialogue avec Edwy Plenel, Réflexions sur les révolutions en cour*, Stock, Paris, 2011,
- Lisa WEDEEN, *Ambiguities of Domination, politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, Arabic Edition, Riad El-Rayyes Books S.A.R.I., Beirut, 2010.



- Sami ZUBAIDA, *Beyond Islam, a new understanding of the Middle East*, I. B. Tauris, London, 2011.

## Revues

- *Al Adab*, numéro consacré au « Défis des révoltes arabes », n° 12-vol 59, année 2011 aux, , Beyrouth.

- *Alam Al-Fikr*, table ronde sous le thème « Etat civil et état religieux », n° 4, vol. 41, année 2013, pp : 278-328.

- *Al-Siyassa Al-Dawliya*, n° 193, année 2013, notamment : Abdel-Khalek Abdellah, American policy in the Region after the arab spring, pp : 10 - 20 ; Mohamed Motawei, Renewable priorities : Orientations of Obama's second administration towards the Middle East, pp : 40-46 ; Abdel-Wahab Badarkhan, Overlapping bets : Syria's foreign policy and crises management, pp : 94-98.

- Voir le n° spécial de la revue *Journal of Arabs Affairs* sous le thème, « Le pouvoir islamique face à ses défis internes et externes », publié par la Ligue arabe, n° 152, 2012.

- *Questions Internationales*, Printemps arabe et démocratie, La Documentation française, Paris, n° 53, janvier 2012,

- Voir le numéro spécial et double, de la *Revue Des mondes musulmans et de la Méditerranée*, sous la direction de Sylvia Chiffolleau, consacrée à la Syrie au quotidien, Cultures et pratiques du changement, n° 115-116, année 2006.



## Working Papers : la liste

- Hervé Le Bras, Jean-Luc Racine & Michel Wieviorka, *National Debates on Race Statistics: towards an International Comparison*, FMSH-WP-2012-01, février 2012.
- Manuel Castells, *Ni dieu ni maître : les réseaux*, FMSH-WP-2012-02, février 2012.
- François Jullien, *L'écart et l'entre. Ou comment penser l'altérité*, FMSH-WP-2012-03, février 2012.
- Itamar Rabinovich, *The Web of Relationship*, FMSH-WP-2012-04, février 2012.
- Bruno Maggi, *Interpréter l'agir : un défi théorique*, FMSH-WP-2012-05, février 2012.
- Pierre Salama, *Chine – Brésil : industrialisation et « désindustrialisation précoce »*, FMSH-WP-2012-06, mars 2012.
- Guilhem Fabre & Stéphane Grumbach, *The World upside down, China's R&D and innovation strategy*, FMSH-WP-2012-07, avril 2012.
- Joy Y. Zhang, *The De-nationalization and Re-nationalization of the Life Sciences in China: A Cosmopolitan Practicality?*, FMSH-WP-2012-08, avril 2012.
- John P. Sullivan, *From Drug Wars to Criminal Insurgency: Mexican Cartels, Criminal Enclaves and Criminal Insurgency in Mexico and Central America. Implications for Global Security*, FMSH-WP-2012-09, avril 2012.
- Marc Fleurbaey, *Economics is not what you think: A defense of the economic approach to taxation*, FMSH-WP-2012-10, may 2012.
- Marc Fleurbaey, *The Facets of Exploitation*, FMSH-WP-2012-11, may 2012.
- Jacques Sapir, *Pour l'Euro, l'heure du bilan a sonné : Quinze leçons et six conclusions*, FMSH-WP-2012-12, juin 2012.
- Rodolphe De Koninck & Jean-François Rousseau, *Pourquoi et jusqu'où la fuite en avant des agricultures sud-est asiatiques ?*, FMSH-WP-2012-13, juin 2012.
- Jacques Sapir, *Inflation monétaire ou inflation structurelle ? Un modèle hétérodoxe bi-sectoriel*, FMSH-WP-2012-14, juin 2012.
- Franson Manjali, *The 'Social' and the 'Cognitive' in Language. A Reading of Saussure, and Beyond*, FMSH-WP-2012-15, July 2012.
- Michel Wieviorka, *Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation*, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012.
- Nancy Fraser, *Feminism, Capitalism, and the Cunning of History: An Introduction*, FMSH-WP-2012-17 August 2012.
- Nancy Fraser, *Can society be commodities all the way down? Polanyian reflections on capitalist crisis*, FMSH-WP-2012-18, August 2012.
- Marc Fleurbaey & Stéphane Zuber, *Climate policies deserve a negative discount rate*, FMSH-WP-2012-19, September 2012.
- Roger Waldinger, *La politique au-delà des frontières : la sociologie politique de l'émigration*, FMSH-WP-2012-20, September 2012.
- Antonio De Lauri, *Inaccessible Normative Pluralism and Human Rights in Afghanistan*, FMSH-WP-2012-21, September 2012.
- Dominique Méda, *Redéfinir le progrès à la lumière de la crise écologique*, FMSH-WP-2012-22, October 2012.
- Ibrahima Thioub, *Stigmates et mémoires de l'esclavage en Afrique de l'Ouest : le sang et la couleur de peau comme lignes de fracture*, FMSH-WP-2012-23, October 2012.
- Danièle Joly, *Race, ethnicity and religion: social actors and policies*, FMSH-WP-2012-24, November 2012.
- Dominique Méda, *Redefining Progress in Light of the Ecological Crisis*, FMSH-WP-2012-25, December 2012.
- Ulrich Beck & Daniel Levy, *Cosmopolitanized Nations: Reimagining Collectivity in World Risk Society*, FMSH-WP-2013-26, February 2013.
- Xavier Richet, *L'internationalisation des firmes chinoises : croissance, motivations, stratégies*, FMSH-WP-2013-27, February 2013.
- Alain Naze, *Le féminisme critique de Pasolini, avec un commentaire de Stefania Tarantino*, FMSH-WP-2013-28, February 2013.
- Thalia Magioglou, *What is the role of "Culture" for conceptualization in Political Psychology? Presentation of a dialogical model of lay thinking in two cultural contexts*, FMSH-WP-2013-29, March 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Some Aspects of External Dimensions of Indian*

- Economy in the Age of Globalisation*, FMSH-WP-2013-30, avril 2013.
- Ulrich Beck, *Risk, class, crisis, hazards and cosmopolitan solidarity/risk community – conceptual and methodological clarifications*, FMSH-WP-2013-31, avril 2013.
- Immanuel Wallerstein, *Tout se transforme. Vraiment tout ?*, FMSH-WP-2013-32, mai 2013.
- Christian Walter, *Les origines du modèle de marche au hasard en finance*, FMSH-WP-2013-33, juin 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Financialization, Labour Market Flexibility, Global Crisis and New Imperialism – A Marxist Perspective*, FMSH-WP-2013-34, juin 2013.
- Kiyomitsu Yui, *Climate Change in Visual Communication: From 'This is Not a Pipe' to 'This is Not Fukushima'*, FMSH-WP-2013-35, juin 2013.
- Gilles Lhuillier, *Minerais de guerre. Une nouvelle théorie de la mondialisation du droit*, FMSH-WP-2013-36, juillet 2013.
- David Tyfield, *The Coal Renaissance and Cosmopolitized Low-Carbon Societies*, FMSH-WP-2013-37, juillet 2013.
- Lotte Pelckmans, *Moving Memories of Slavery: how hierarchies travel among West African Migrants in Urban Contexts (Bamako, Paris)*, FMSH-WP-2013-38, juillet 2013.
- Amy Dahan, *Historic Overview of Climate Framing*, FMSH-WP-2013-39, août 2013.
- Rosa Rius Gatell & Stefania Tarantino, *Philosophie et genre: Réflexions et questions sur la production philosophique féminine en Europe du Sud au XX<sup>e</sup> siècle (Espagne, Italie)*, FMSH-WP-2013-40, août 2013.
- Angela Axworthy *The ontological status of geometrical objects in the commentary on the Elements of Euclid of Jacques Peletier du Mans (1517-1582)*, FMSH-WP-2013-41, août 2013.
- Pierre Salama, *Les économies émergentes, le plongeon ?*, FMSH-WP-2013-42, août 2013.
- Alexis Nuselovici (Nous), *L'exil comme expérience*, FMSH-WP-2013-43, septembre 2013.
- Alexis Nuselovici (Nous), *Exilience : condition et conscience*, FMSH-WP-2013-44, septembre 2013.
- Alexis Nuselovici (Nous), *Exil et post-exil*, FMSH-WP-2013-45, septembre 2013.
- Alexandra Galitzine-Loumpet, *Pour une typologie des objets de l'exil*, FMSH-WP-2013-46, septembre 2013.
- Hosham Dawod, *Les réactions irakiennes à la crise syrienne*, FMSH-WP-2013-47, septembre 2013.
- Gianluca Manzo, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-48, GeWoP-1, octobre 2013.
- Torkild Hovde Lyngstad & Torbjørn Skarðhamar, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-49, GeWoP-2, octobre 2013.
- Gunn Elisabeth Birkelund & Yannick Lemel, *Lifestyles and Social Stratification: An Explorative Study of France and Norway*, FMSH-WP-2013-48, GeWoP-3, octobre 2013.
- Franck Varenne, *Chains of Reference in Computer Simulations*, FMSH-WP-2013-51, GeWoP-4, octobre 2013.
- Olivier Galland & Yannick Lemel, avec la collaboration d'Alexandra Frenod, *Comment expliquer la perception des inégalités en France ?*, FMSH-WP-2013-52, GeWoP-5, octobre 2013.

## Position Papers : la liste

Jean-François Sabouret, *Mars 2012 : Un an après Fukushima, le Japon entre catastrophes et résilience*, FMSH-PP-2012-01, mars 2012.

Ajay K. Mehra, *Public Security and the Indian State*, FMSH-PP-2012-02, mars 2012.

Timm Beichelt, *La nouvelle politique européenne de l'Allemagne : L'émergence de modèles de légitimité en concurrence ?*, FMSH-PP-2012-03, mars 2012.

Antonio Sérgio Alfredo Guimarães, *Race, colour, and skin colour in Brazil*, FMSH-PP-2012-04, July 2012.

Mitchell Cohen, *Verdi, Wagner, and Politics in Opera. Bicentennial Ruminations*, FMSH-PP-2012-05, May 2013.

Ingrid Brena, *Les soins médicaux portés aux patients âgés incapables de s'autogérer*, FMSH-PP-2013-06, April 2013.

Thalia Magioglou, *Refaire l'Europe ou refaire le « monde » ? Un commentaire sur l'ouvrage : « Refaire l'Europe avec Jürgen Habermas »*, FMSH-PP-2013-07, September 2013.

Samadia Sadouni, *Cosmopolitisme et prédication islamique transfrontalière : le cas de Maulana Abdul Aleem Siddiqui*, FMSH-PP-2013-08, September 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Étudier l'exil*, FMSH-PP-2013-09, September 2013.